



Les chiffres clés de la Justice

Édition 2026



Directeur de la publication

Pascal CHEVALIER

Chef du Service de la statistique, des études et de la recherche

Service statistique ministériel de la Justice

Coordination

Moustapha NIANG, Carole KISSOUN FAUJAS

Sandrine CONRAD, Viviane RAVILLY-SILVA

Conception et impression

Nyl Communication - Nantes

Contributeurs

le Service de la statistique, des études et de la recherche,
en particulier le Bureau des études, de l'évaluation et de la communication

le Service statistique ministériel de la Santé

le ministère de la Justice

la Cour de cassation

le Conseil d'État

Diffusion

Service de la statistique, des études et de la recherche

Ministère de la Justice

Les chiffres clés de la Justice

Édition 2026

Service statistique ministériel de la Justice

Secrétariat général
Service de la statistique, des études
et de la recherche

13, place Vendôme - 75042 Paris Cedex 01

978-2-11-186435-1

© Justice 2026

SOMMAIRE

Les principaux chiffres en 2025	4
Les moyens de la justice	5
L'accès au droit et à la justice	7
Les intervenants de la justice	9
La justice civile et commerciale	10
La justice pénale	15
L'activité pénitentiaire	22
La justice des mineurs	26
La justice administrative	33
Liste des sigles et abréviations	35

Avertissement : les données présentées dans l'édition 2026 des *Chiffres clés* portent, pour l'essentiel, sur l'année de référence 2025. Pour autant, certaines données peuvent être plus anciennes pour des raisons de disponibilité, ou être référencées au 1^{er} janvier 2026.

Note de lecture : sauf mention contraire, les données sont relatives à la France, collectivités d'outre-mer non comprises.

Les astérisques (*) à la suite d'un acronyme renvoient à la liste des sigles et abréviations en page 35.

LES PRINCIPAUX CHIFFRES EN 2025

Budget 2025

12,4 milliards d'€

Effectifs réels

93 739 équivalents temps pleins travaillés

Implantations immobilières

6 044 696 m²



Les juridictions de l'ordre judiciaire*

- 1 Cour de cassation
- 34 cours d'appel
- 164 tribunaux judiciaires
- 124 tribunaux de proximité
- 210 conseils de prud'hommes
- 122 tribunaux de commerce
- 12 tribunaux des activités économiques
- 7 tribunaux mixtes de commerce
- 271 tribunaux des baux ruraux
- 151 tribunaux pour enfants
- 99 cours criminelles départementales
- 100 cours d'assises
- 164 tribunaux correctionnels
- 164 tribunaux de police

* Données au 31 décembre 2024

Les juridictions de l'ordre administratif*

- 1 Conseil d'État
- 9 cours administratives d'appel
- 42 tribunaux administratifs
- 1 Cour nationale du droit d'asile
- 1 Tribunal du stationnement payant

* France entière

1 887 786 décisions en matière civile et commerciale (hors procédures spéciales) dont 192 459 référés



515 998 affaires jugées ou réglées par les juridictions administratives (y compris CNDA* et TSP*)

La justice pénale	Auteurs	dont mineurs
Auteurs dans les affaires traitées	1 917 263	168 509
Auteurs dans les affaires poursuivables	1 213 435	110 534
Auteurs poursuivis, ou ayant réussi une mesure alternative ou une composition pénale	1 065 120	97 178
Taux de réponse pénale	87,8%	87,9%
Condamnations	Total	dont prononcées par une juridiction pour mineurs
Crimes	3 130	662
Délits	528 567	28 287
Contraventions de 5 ^e classe	24 258	194

Activité civile des juges des enfants

117 577 mineurs en danger pour lesquels le juge des enfants a été saisi



179 établissements pénitentiaires
62 284 places disponibles au 1^{er} janvier 2026
102 347 personnes prises en charge par un établissement pénitentiaire au 1^{er} janvier 2026
dont 84 741 détenus

107 283 entrants en prison en 2025
99 110 sortants de prison en 2025



175 782 personnes prises en charge par le milieu ouvert au 1^{er} janvier 2026



988 107 admissions à l'aide juridictionnelle

dont :

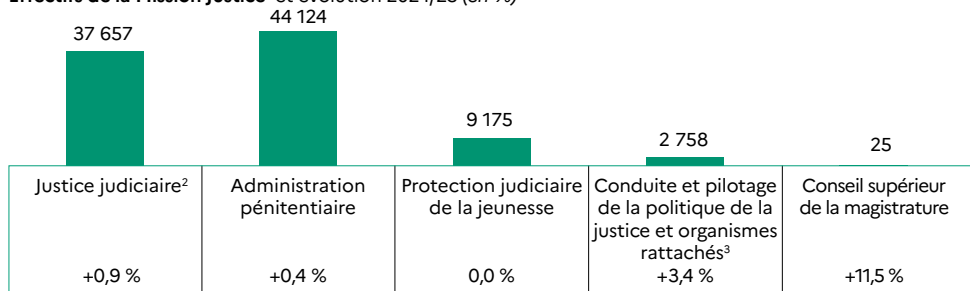
- 504 807 admissions sur contentieux civils
- 395 091 admissions sur contentieux pénaux
- 88 209 admissions sur contentieux administratifs



LES MOYENS DE LA JUSTICE

Les effectifs réels en 2025 (en équivalent temps plein travaillé)

Effectifs de la Mission Justice¹ et évolution 2024/25 (en %)



1. Les catégories d'emplois retenues sont : magistrats de l'ordre judiciaire (cat. 1) ; personnels d'encadrement (cat. 2) ; 8 métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif (cat. 3) ; 8 administratifs et techniques (cat. 4) ; personnels de surveillance C (cat. 5) ; C administratifs et techniques (cat. 6).

2. Inclut les personnels du service de l'accès au droit et à la justice ainsi que ceux qui, dans les juridictions, se consacrent à cet objectif.

3. Comprend les moyens de l'administration centrale et de services ou établissements d'intérêt commun pour le ministère, notamment l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ), ainsi que les crédits immobiliers de l'administration centrale.

Champ géographique : France entière.

Sources : ministère de la Justice, DSJ*, Rapport annuel de performance 2024 et 2025.

Le budget de la justice

	Montants (en millions d'euros)		Évolution 2024/25 (en %)		
	2024	2025			
Crédits de paiement (en millions d'euros)	11 826,8	12 380,3	+4,7		
dont dépenses de personnel	7 025,7	7 264,6	+3,4		
Répartition par programme (en millions d'euros) et évolution 2024/25 (en %) - crédits de paiement					
4 584,1 5 183,4 1 107,0 784,7 715,3 5,8					
Justice judiciaire ¹	Administration pénitentiaire	Protection judiciaire de la jeunesse	Accès au droit et à la justice	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Conseil supérieur de la magistrature
+4,8 %	+4,8 %	+1,8 %	+7,9 %	+4,0 %	+9,6 %
Autorisation d'engagements (en millions d'euros)		12 875,8	11 701,0	-9,1	
Part du budget de la Mission Justice dans le budget général de l'État - crédits de paiement consommés - (en %)		3,2	3,3	+0,1	

1. Le programme « justice judiciaire » regroupe l'ensemble des moyens relatifs aux juridictions de l'ordre judiciaire ainsi que le Casier judiciaire national, l'École nationale des greffes et l'École nationale de la magistrature.

Note : les éditions précédentes présentaient les données prévisionnelles des lois de finance initiales. Elles sont désormais basées sur les rapports annuels de performance.

Champ géographique : France entière.

Sources : ministère de la Justice, DSJ*, Rapport annuel de performance 2024 et 2025.

Les implantations immobilières en 2026

	2025		2026	
	Nombre de sites	Surface de plancher (en m ²)	Nombre de sites	Surface de plancher (en m ²)
Ensemble du ministère¹	1 679	5 980 496	1 706	6 044 696
Administration centrale	31	105 077	32	104 592
Direction des services judiciaires (DSJ) ²	659	2 105 968	639	2 062 983
Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP) ³	427	3 457 601	427	3 536 854
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) ⁴	562	311 850	608	340 267

1. Locaux en propriété, en location ou mis à disposition (hors logements de fonction, parkings, garages, centre de vacances et opérateurs).
2. Palais de justice (tribunaux, cours d'appel), services administratifs régionaux (SAR) des cours d'appel, ENG*.
3. Établissements pénitentiaires, services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), directions interrégionales des services pénitentiaires (DISP).
4. Établissements et services de la PJJ* (UJPE* (anciennement CEF* et UEHC*), UEHD*, UEMO*, UEAJ*, etc.), directions interrégionales de la PJJ, directions territoriales de la PJJ, ENPJJ*.

Champ géographique : France entière.
Sources : ministère de la Justice, SG, SIM, Bureau de la stratégie et de la politique immobilières.

Frais de justice - Aide juridictionnelle

	Montants (en millions d'euros)			Évolution 2024/25 (en %)
	2023	2024	2025	
Frais de justice	716,1	716,0	825,2	+ 15,3
Frais de justice civile et commerciale <i>Enquêtes sociales, frais en matière de procédure de tutelle, de procédure collective de redressement et de liquidation judiciaire des entreprises en difficulté, frais postaux etc.</i>	51,1	54,6	61,2	+ 12,1
Frais de justice criminelle, correctionnelle et contraventionnelle <i>Rémunération des experts (psychiatres, psychologues, etc.), indemnités payées aux huissiers, aux jurés, aux témoins, frais postaux, etc.</i>	665,0	661,4	764,0	+ 15,5
Aide juridictionnelle¹				
Dépenses effectives (RAP*)	637,9	657,3	704,0	+7,1

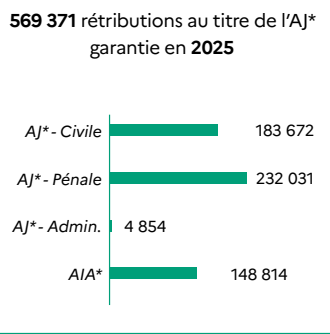
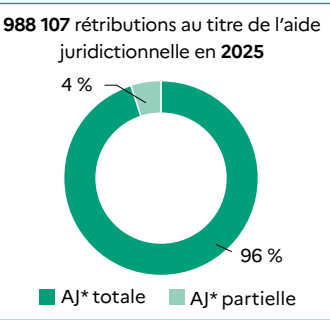
1. Dotation annuelle des CARPA, huissiers, experts, enquêteurs, etc.

Champ géographique : France entière.
Sources : ministère de la Justice, DSJ*, Rapport annuel de performance 2024 et 2025.

L'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE

Missions des avocats rétribuées au titre de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat en 2025

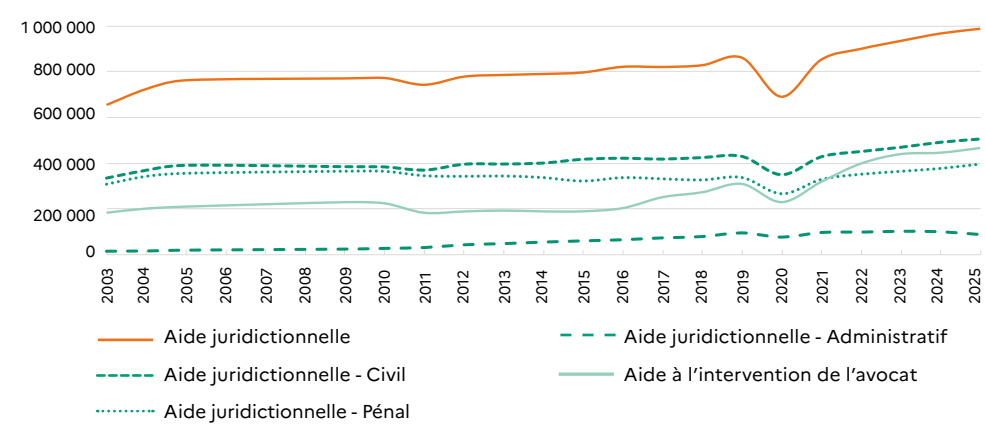
	2025	En %
TOTAL	1 453 421	100
<i>dont AJ* garantie</i>	<i>569 371</i>	<i>39,2</i>
Aide juridictionnelle	988 107	68,0
<i>En matière civile</i>	<i>504 807</i>	<i>34,7</i>
Cour d'appel	28 484	2,0
Tribunal judiciaire et tribunal de commerce	314 490	21,6
<i>dont juge aux affaires familiales</i>	<i>121 837</i>	<i>8,4</i>
<i>juge des libertés et de la détention¹</i>	<i>151 238</i>	<i>10,4</i>
Juge des enfants (assistance éducative)	111 730	7,7
Autres procédures civiles	50 103	3,4
<i>dont audition de l'enfant en justice</i>	<i>24 983</i>	<i>1,7</i>
En matière pénale	395 091	27,2
Cour d'appel	12 657	0,9
Procédures criminelles	26 162	1,8
Procédures correctionnelles	324 545	22,3
Procédures contraventionnelles	1 267	0,1
Autres procédures pénales	30 460	2,1
<i>dont applications des peines</i>	<i>24 822</i>	<i>1,7</i>
En matière administrative	88 209	6,1
<i>dont contentieux des étrangers</i>	<i>76 664</i>	<i>5,3</i>
Aide à l'intervention de l'avocat	465 314	32,0



1. Y compris appel des décisions du JLD* en matière de soins psychiatriques.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation des statistiques de l'UNCA* - état des trésoreries des CARPA*.

Nombre de rétributions à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat depuis 2003



Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation des statistiques de l'UNCA* - état des trésoreries des CARPA*.

Montants versés aux avocats au titre de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat en 2025

	Montant accordé (en millions d'€)
Total	634,5
dont AJ* garantie	148,2
Aide juridictionnelle	522,9
En matière civile	287,6
En matière pénale	187,3
En matière administrative	47,9
Aide à l'intervention de l'avocat	111,7

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation des statistiques de l'UNCA* - état des trésoreries des CARPA*.

L'indemnisation en matière de détention provisoire en 2025

Activité des premiers présidents de cour d'appel en matière de réparation des détentions provisoires	
Nombre de demandes	652
Nombre de recours	72
Nombre de décisions rendues	702
dont rejet	<5
réformation partielle ou totale	671
Montant moyen accordé par dossier (en euros)	26 820
Montants accordés (en euros)	16 386 975
Nombre d'affaires en cours	667
Commission nationale de réparation des détentions provisoires	
Nombre de recours	65
Nombre de décisions rendues	39
dont rejet, irrecevabilité et autres	18
réformation	21
Délai moyen de traitement (en mois)	12
Durée moyenne des détentions provisoires indemnisées (en jours)	493
Nombre d'affaires en cours	nd

<5 : effectif non nul, inférieur à 5, non communiqué en raison du secret statistique.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, enquête sur le suivi des réparations des détentions provisoires à tort ; Cour de cassation - Nomos.

Les victimes d'infractions en 2025

Indemnisation des victimes	
Nombre de dossiers ouverts	26 253
Nombre de décisions rendues	25 830
Montants accordés (en euros)	478 817 579
Nombre de demandes d'indemnisation à traiter au 31/12/2025	30 666
Associations d'aide aux victimes	
Nombre d'associations subventionnées par le ministère de la Justice	216
Nombre de personnes aidées par ces associations	472 511
en matière pénale	415 854
en matière non pénale	56 657

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, enquête Cadres du parquet et enquête auprès des associations d'aide aux victimes.

L'accès au droit en 2025

3 051 Point-Justice
dont
149 MJD* ayant reçu 1,4 million
de personnes en 2025¹



1 numéro unique de
l'accès au droit
le 30 39

Un budget de 14,5 millions
d'euros en 2025, en baisse de
10 % sur un an.

36 % des 2 865 France services
accueillent des permanences
d'accès au droit¹



1. Au 31 décembre 2025.

Champ géographique : France entière.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, enquête auprès des MJD* ; SADJAV*, enquête auprès des CDAD* ;
Projet de loi de finances 2025.

LES INTERVENANTS DE LA JUSTICE

Effectifs au 1^{er} janvier 2026

21 758	officiers publics et ministériels
17 661	notaires
3 739	commissaires de justice
231	greffiers de tribunal de commerce
127	avocats aux conseils
29 734	officiers du ministère public
3 050	conciliateurs de justice
935	délégués du procureur
248	médiateurs du procureur ²
75 681	avocats ¹
175	administrateurs judiciaires
335	mandataires judiciaires

1. Au 1^{er} janvier 2024.

2. Appelé aussi médiateur pénal.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, enquête auprès des conciliateurs, enquête auprès des médiateurs et des délégués du procureur ; DACS*, PEJC*.

Activité des conciliateurs de justice en 2025

Nombre de saisines terminées	233 673
<i>saisines par le justiciable</i>	221 551
<i>saisines par le juge</i>	12 122
Nombre d'affaires conciliées	105 105
Taux de conciliation	45,0 %

Champ géographique : France entière.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, enquête auprès des conciliateurs de justice.

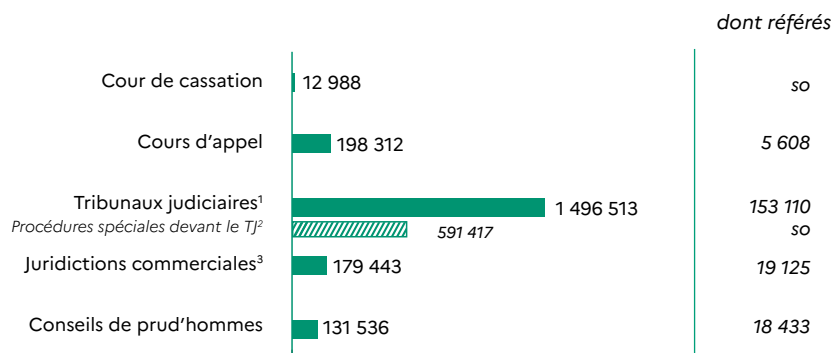
Activité des médiateurs du procureur en 2025

Nombre de médiations terminées	1 975
Nombre de médiations terminées avec succès	1 239
Taux de médiation	62,7 %

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, enquête auprès des médiateurs du procureur.

LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Affaires nouvelles en 2025



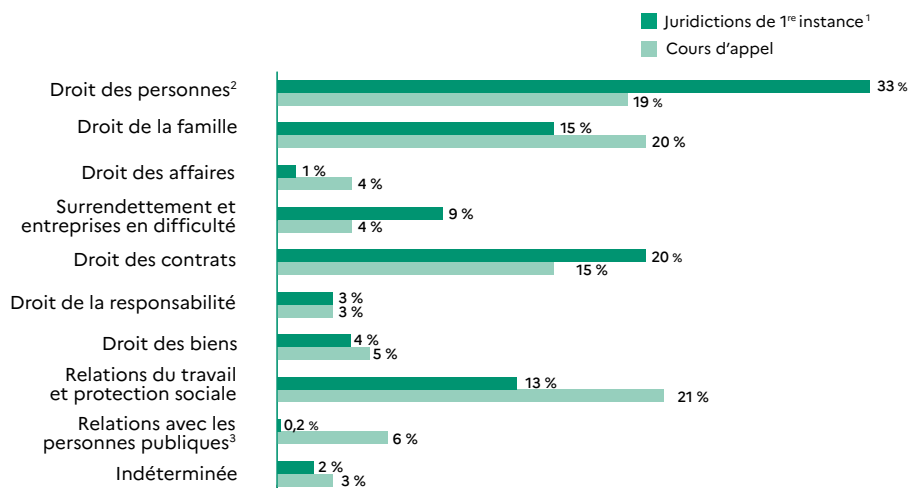
1. Hors ruptures d'union et procédures spéciales.

2. Procédures spéciales devant le TJ* : requêtes, injonctions de payer, saisies sur rémunération, tentatives préalables de conciliation, contentieux électoral politique.

3. Chambres commerciales des TJ*, tribunaux de commerce et tribunaux mixtes de commerce.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil ; Cour de cassation, Nomos.

Nature des affaires nouvelles (*hors référés*)



1. Tribunal judiciaire (hors ruptures d'union et procédures spéciales), tribunal de proximité, conseil de prud'hommes, juridictions commerciales.

2. Inclut, par exemple, l'incapacité des mineurs et la protection juridique des majeurs.

3. Inclut, par exemple, le contentieux de la responsabilité des personnes publiques.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil.

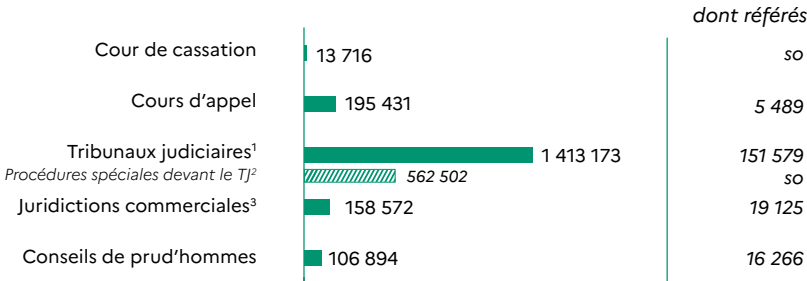
Affaires en cours au 31 décembre 2025

	Stock au 31 décembre	Âge moyen du stock (en mois)
Cour de cassation	18 247	nd
Cours d'appel	238 287	19,5
Tribunaux judiciaires ¹	1 163 485	20,8
Juridictions commerciales ²	533 263	82,3
Conseils de prud'hommes	169 221	15,8

1. Hors ruptures d'union et procédures spéciales.
2. Chambres commerciales des TJ*, tribunaux de commerce et tribunaux mixtes de commerce.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil ; Cour de cassation, Nomos.

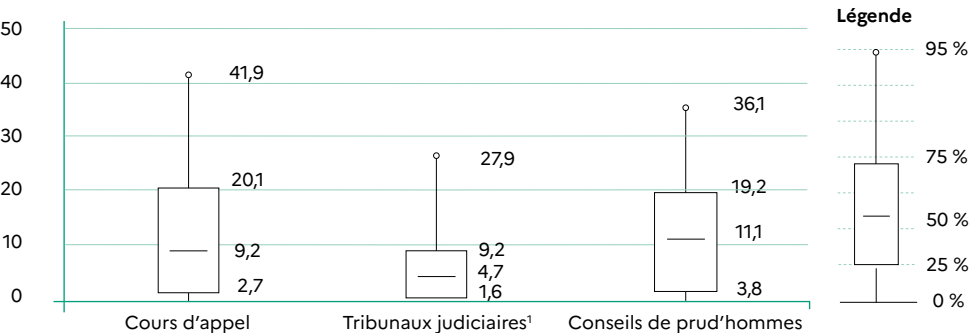
Affaires terminées en 2025



1. Hors ruptures d'union et procédures spéciales.
2. Procédures spéciales devant le TJ* : requêtes, injonctions de payer, saisies sur rémunération, tentatives préalables de conciliation, contentieux électoral politique.
3. Chambres commerciales des TJ*, tribunaux de commerce et tribunaux mixtes de commerce.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil ; Cour de cassation - Nomos.

Durée des contentieux civils en 2025 (en mois)

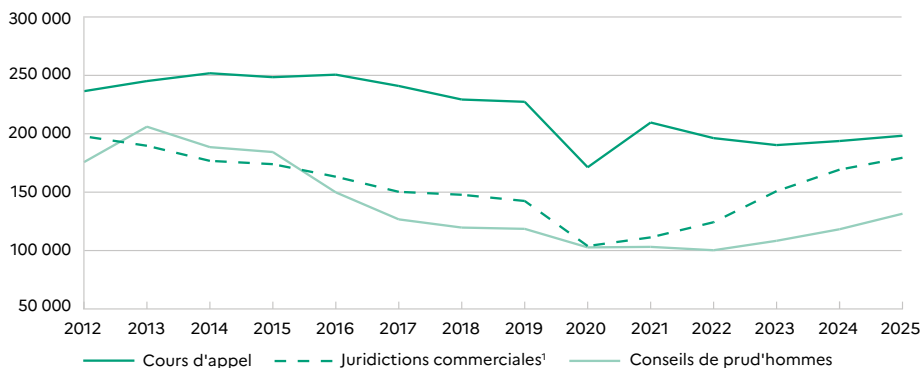


- Lecture : devant les cours d'appel,
- 25 % des affaires se terminent en moins de 2,7 mois
 - 50 % des affaires se terminent en moins de 9,2 mois
 - 75 % des affaires se terminent en moins de 20,1 mois
 - 95 % des affaires se terminent en moins de 41,9 mois
1. Hors ruptures d'union et procédures spéciales.

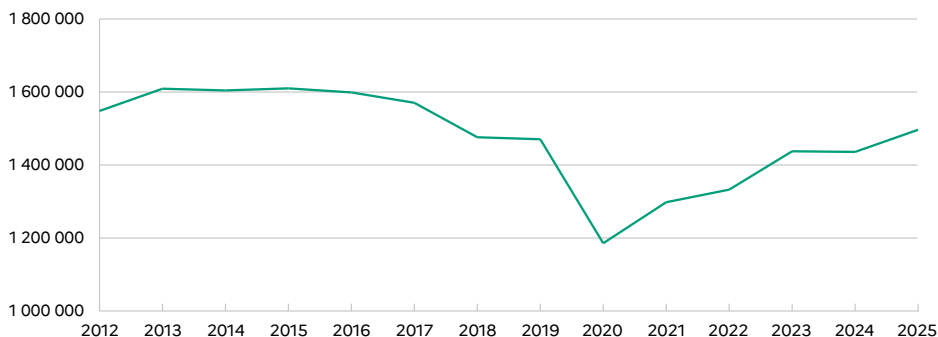
Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil.

Évolution du volume des affaires nouvelles

Dans les cours d'appel, les conseils de prud'hommes et les juridictions commerciales



Dans les tribunaux judiciaires²

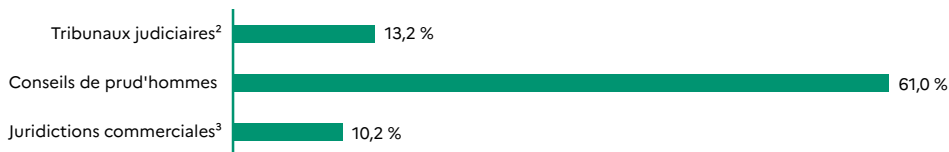


1. Chambres commerciales des TJ*, tribunaux de commerce et tribunaux mixtes de commerce.

2. Hors ruptures d'union et procédures spéciales. Par rapport à l'édition précédente, les données ont été révisées et ne comprennent plus de rupture de série.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil.

Taux d'appel¹ sur les jugements au fond prononcés en premier ressort en 2024



1. Taux d'appel = décisions au fond rendues en 1^{er} ressort en 2024 / saisines des cours d'appel en 2024 et 2025 sur des décisions initiales rendues en 2024.

2. Hors ruptures d'union et procédures spéciales.

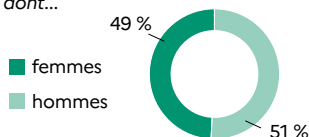
3. Chambres commerciales des TJ*, tribunaux de commerce et tribunaux mixtes de commerce.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil.

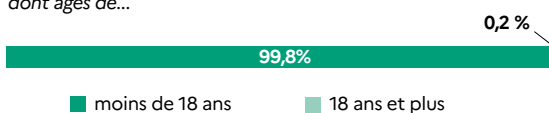
Quelques indicateurs en 2025

Les acquisitions de nationalité française¹

33 925 acquisitions par déclaration de la nationalité française enregistrées (y compris déclaration anticipée)
dont...



dont âgés de...



4 045 refus d'enregistrement d'une déclaration d'acquisition de nationalité française et classements sans suite

1 976 acquisitions sans formalités (*certificat établis en raison de la naissance et de la résidence délivrés*)

1. Les acquisitions de nationalité par décret (naturalisation et réintégration) et par déclaration (par mariage ou par ascendant et fratrie) ne sont pas du ressort du ministère de la Justice.

Le contentieux des personnes

La protection des libertés

189 467 demandes en matière de contrôle des mesures privatives et restrictives de liberté (en matière civile)

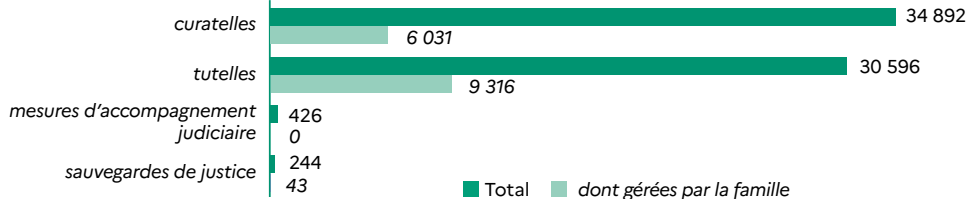
136 456 relatives aux soins psychiatriques sans consentement

53 011 relatives à la rétention administrative des étrangers

178 656 décisions rendues en matière de contrôle des mesures privatives et restrictives de liberté
(en matière civile)

La protection juridique des majeurs

66 158 mesures de protection juridique ouvertes



46 879 habilitations familiales prononcées

2 147 mandats de protection future établis (*par acte notarié ou sous seing privé*)

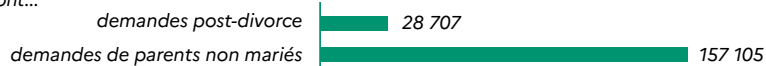
L'incapacité des mineurs

57 553 demandes d'émancipation, d'ouverture de tutelle ou dans le cadre d'une administration légale

Le contentieux familial

197 289 demandes relatives à la prise en charge des enfants mineurs après séparation des parents²

dont...



17 129 demandes relatives à la filiation

10 474 demandes relatives à l'indivision et au partage

7 594 demandes d'ordonnance de protection dans le cadre de violences intrafamiliales

2. Demandes relatives à l'autorité parentale, la résidence habituelle des enfants, le droit de visite et la contribution à l'entretien des enfants.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil.

Les impayés

Le contentieux de l'impayé (hors injonctions de payer)

349 809 demandes relatives au contentieux de l'impayé
dont... 291 924 auprès des tribunaux judiciaires
57 885 auprès des juridictions commerciales

Les injonctions de payer

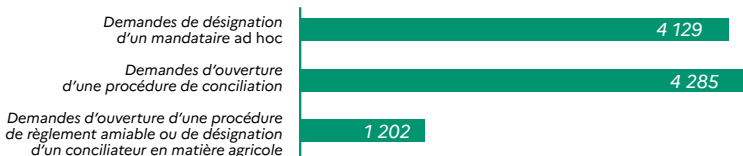
417 567 demandes d'injonctions de payer
dont... 231 771 pour une créance relative à un prêt, un crédit-bail (leasing) ou un cautionnement
102 389 pour une créance relative à une prestation de service
8 263 oppositions à injonctions de payer

Le surendettement des particuliers

34 968 saisines du juge des contentieux de la protection en matière de surendettement
11 368 saisines pendant la phase d'examen des dossiers par les commissions de surendettement
23 600 autres saisines

Les entreprises en difficulté (TC*, TJ*, TMC*, CCTJ*)

9 616 demandes d'ouverture d'une procédure de prévention

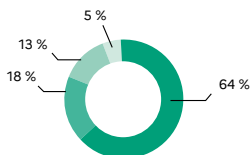
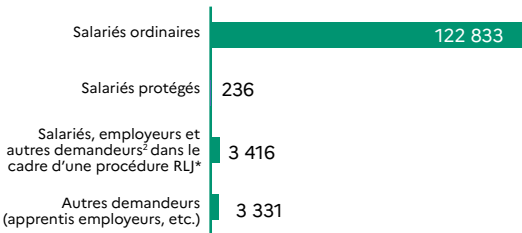


80 045 demandes d'ouverture d'une procédure collective¹

1. Sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire et rétablissement professionnel.

Le contentieux du travail

129 816 demandes devant les conseils de prud'hommes



■ Contestation du motif de licenciement
■ Demandes liées à une rupture de contrat sans contestation de motif de licenciement
■ Demandes non liées à une rupture de contrat
■ Autres demandes

2. Administrateurs judiciaires, représentants des créanciers et mandataires liquidateurs.

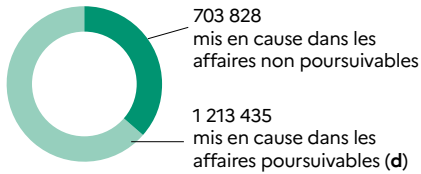
Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Répertoire général civil.

LA JUSTICE PÉNALE

Activité des parquets en 2025

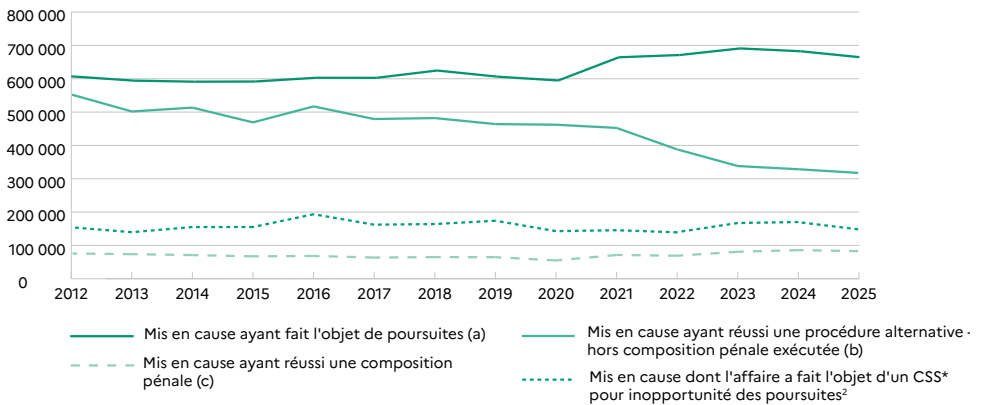
Affaires nouvelles enregistrées	4 562 900
Affaires traitées ¹	4 240 265
sans mis en cause	2 527 313
avec un mis en cause	1 510 423
avec deux mis en cause ou plus	202 529

1 917 263 mis en cause dans les affaires traitées en 2025

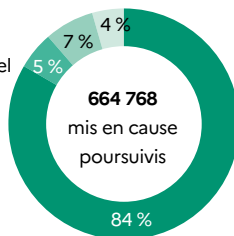


431 621 infractions mal caractérisées
89 253 défauts d'élucidation
78 711 absences d'infraction
72 003 extinctions de l'action publique
21 698 irresponsabilités
10 064 irrégularités de la procédure
478 immunités

Les orientations des mis en cause dans les affaires poursuivables



- Devant le tribunal correctionnel
- Devant le juge d'instruction
- Devant le juge des enfants
- Devant le tribunal de police



Taux de réponse pénale

$$=(a+b+c)/d=87,8 \%$$

215 248 ordonnances pénales
99 278 convocations par OPJ*
129 344 CRPC*
59 372 comparutions immédiates
37 141 convocations par PV* du procureur
7 549 citations directes
7 539 comparutions à délai différé

1. Hors 242 847 affaires non enregistrées.

2. Motifs : recherches infructueuses, désistement ou carence du plaignant, état mental déficient, comportement de la victime, victime désintéressée d'office, régularisation d'office, poursuite non proportionnée ou inadaptée.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

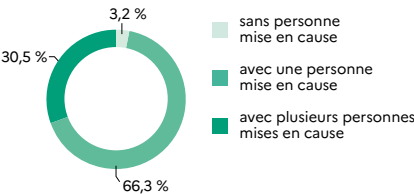
L'activité des juges d'instruction en 2025

16 350 affaires nouvelles, dont l'origine est...

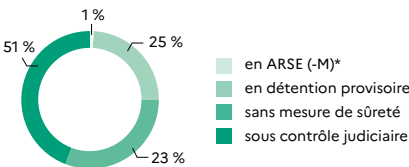


15 361 affaires ayant fait l'objet d'une ordonnance de règlement dans l'année

16 350 affaires nouvelles dont...



22 545 personnes renvoyées devant une juridiction de jugement dont...



29 343 personnes mises en examen¹

1. Selon le dernier statut connu à l'instruction.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Les affaires ayant fait l'objet d'une ordonnance de règlement dans l'année, selon le mode de clôture

	Nombre de mis en cause	Durée ¹ médiane de l'instruction (en mois)
Total	30 762	28
Mise en accusation devant la cour d'assises	2 909	28
Mise en accusation devant la cour criminelle départementale	1 588	28
Renvoi devant le tribunal correctionnel	16 066	25
Renvoi devant le tribunal pour enfants ou le juge des enfants	1 366	28
Non-lieu	8 217	33
Renvoi aux fins de CRPC*	616	32

1. Entre le réquisitoire introductif et l'ordonnance de règlement.

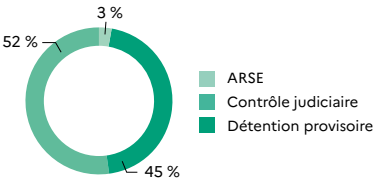
Lecture : en 2025, la moitié des affaires dont l'instruction a été close par un non-lieu ont duré moins de 33 mois.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Mesures de sûreté prises en 2025 par le JLD*, le juge d'instruction, le tribunal correctionnel ou les juridictions pour mineurs

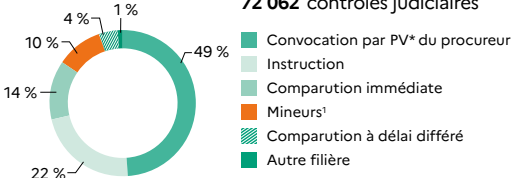
Mesures de sûreté ordonnées à l'instruction

30 547 mesures de sûreté à l'instruction



Filière dans laquelle les contrôles judiciaires ont été prononcés

72 062 contrôles judiciaires

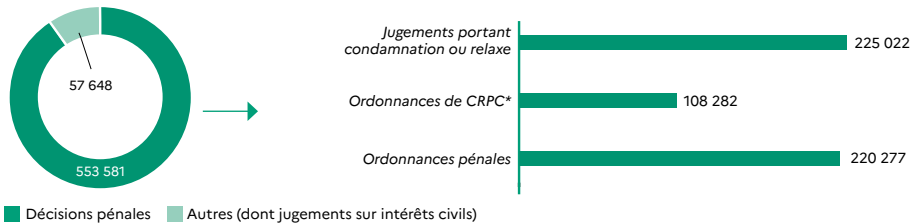


1. Prononcées par les juridictions pour mineurs.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Décisions rendues par les juridictions pénales en 2025¹

611 229 décisions rendues par les **tribunaux correctionnels**



7 756 arrêts prononcés par la **Cour de cassation**
(hors QPC*transmise par une juridiction)

259 869 ordonnances pénales et **47 815** jugements rendus par les **tribunaux de police**²

1 423 arrêts prononcés par les **cours d'assises** de 1^{er} ressort, dont **447** frappés d'appel

94 729 décisions rendues par les **cours d'appel et les cours d'assises d'appel**

Chambre des appels correctionnels	40 688
Chambre de l'application des peines	7 685
Chambre de l'instruction	45 798
Cours d'assises d'appel	558

dont **186** frappées d'un pourvoi en cassation

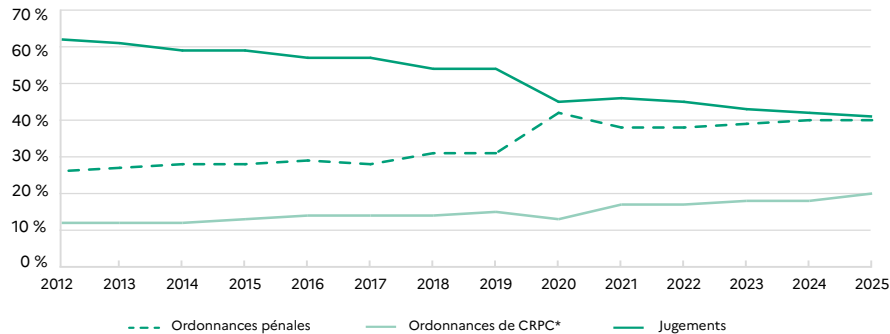
1 402 arrêts prononcés par les **cours criminelles départementales**, dont **359** frappés d'appel

45 027 décisions sur la culpabilité rendues par les **tribunaux et juges pour enfants**

- En décisions-personnes pour les juges et tribunaux pour enfants. En décisions pour les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, la Cour de cassation, les cours d'appel, les cours d'assises et les cours criminelles départementales. Une décision portant sur deux personnes vaut deux décisions-personnes, soit autant que de décisions portant sur une personne.
- Les données relatives aux contraventions de 5^e classe ne sont pas disponibles.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, enquête Cadres du parquet, fichiers statistiques Cassiopée et Minos ; Cour de cassation - Nomos.

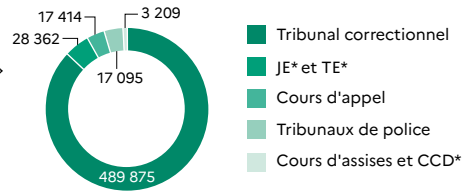
Décisions rendues par les tribunaux correctionnels



Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Condamnations en 2025

	Total
Toutes infractions	555 955
Crimes	3 130
Délits	528 567
Contraventions de 5 ^e classe	29 258



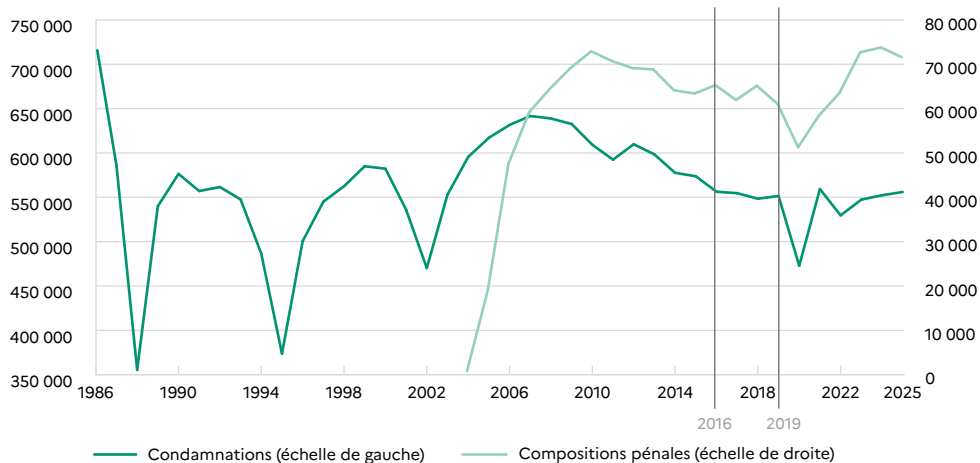
Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques (données provisoires).

Condamnations et compositions pénales en 2025 selon la nature de l'infraction principale

	Condamnations	dont prononcées par les juridictions pour mineurs	Compositions pénales
Total	555 955	29 143	70 986
Crime	3 130	662	so
Viol	1 900	437	so
Homicide et violence volontaires	910	127	so
Vol criminel	293	88	so
Autres crimes	27	10	so
Délit	528 567	28 287	67 454
Circulation routière et transport	212 802	1 564	34 513
Atteinte aux biens	83 393	11 117	3 635
<i>Vol, recel</i>	61 067	8 454	1 975
<i>Escroquerie, abus de confiance</i>	11 854	1 306	774
<i>Destruction, dégradation</i>	10 472	1 357	886
Atteinte à la personne	121 089	8 373	21 110
<i>Coups et violence volontaires</i>	81 870	5 830	15 868
<i>Homicide et blessure involontaires</i>	7 985	123	1 197
<i>Délit sexuel</i>	9 696	1 255	370
<i>Autres atteintes à la personne</i>	21 538	1 165	3 675
Infraction à la législation sur les stupéfiants	52 059	5 228	2 289
Infraction à la législation économique et financière	10 505	86	1 087
Atteinte à l'ordre administratif et judiciaire	25 267	1 040	1 624
Commerce et transport d'armes	8 719	518	889
Faux en écriture publique ou privée	5 687	9	510
Atteinte à l'environnement	2 342	7	990
Autres délits	6 704	345	807
Contravention de 5^e classe	24 258	194	3 532
Circulation routière	13 414	10	1 322
Violence volontaire ou involontaire de faible gravité	4 384	133	984
Atteinte aux biens	1 574	32	242
Atteinte à l'environnement	1 658	0	452
Autres contraventions	3 228	19	532

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques (données provisoires).

Condamnations et compositions pénales depuis 1986



Note 1 : les baisses de 1988, 1995 et 2002 sont dues aux lois d'amnistie.

Note 2 : les données de 2024 sont semi-définitives, celles de 2025 sont provisoires.

Note 3 : les barres verticales indiquent une rupture dans la série du fait de l'indisponibilité des données des tribunaux de police pour 2016, 2017, 2018 et 2019.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques.

Condamnations en 2025¹

Crimes, délits, contraventions de 5^e classe

555 955 peines et mesures principales prononcées

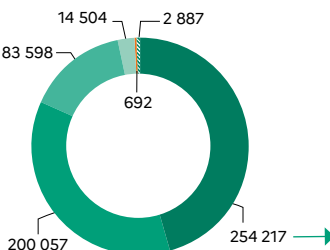
dont ...

- **5 547** suspensions du permis de conduire
- **36 949** peines de jours-amende
- **14 705** TIG*



15,2 ans : c'est le quantum moyen ferme pour les **1 707** réclusions criminelles prononcées (hors les **19** condamnations à perpétuité)

- Peine d'emprisonnement
- Peine d'amende
- Peine de substitution
- Mesure et sanction éducatives
- Peine de DDSE*
- Dispense de peine



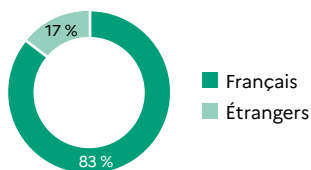
dont **122 339** en tout ou partie ferme et pour lesquelles le quantum moyen ferme est de **11,2 mois**.

1. Données provisoires.

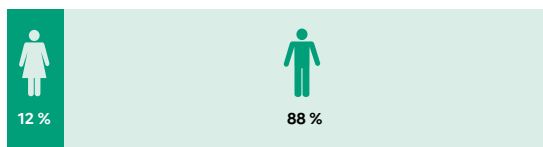
Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques.

> Caractéristiques sociodémographiques des **437 059** condamnés

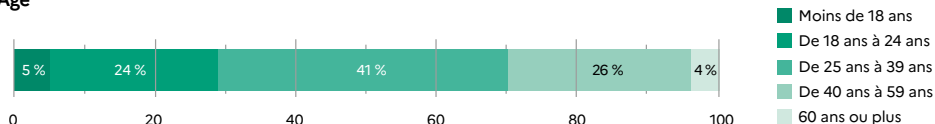
Nationalité



Sexe



Âge



Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques.

Taux de récidivistes et de réitérants parmi les condamnés en 2025¹

Le taux de récidivistes correspond à la proportion de condamnés de 2025 en état de récidive légale (art 132-8 à 132-10 du Code pénal).

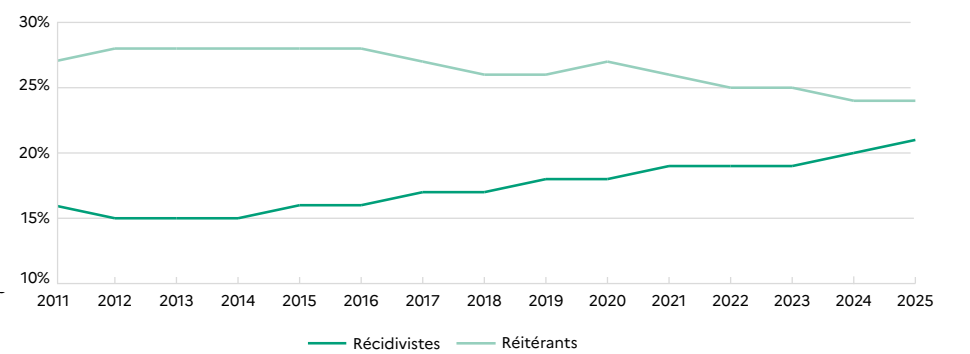
Le taux de réitérants correspond à la proportion des condamnés de 2025 (hors récidivistes au sens légal) qui avaient déjà été condamnés pour un délit ou un crime dans les cinq ans précédents.

Récidivistes et réitérants parmi les individus condamnés en 2025			
Nature de l'infraction principale sanctionnée	Taux de récidivistes (en %) (a)	Taux de réitérants (en %) (b)	Taux de récidivistes et de réitérants (en %) (a+b)
Tous types de crimes	10,6	23,1	33,7
Homicide volontaire	15,7	33,6	49,3
Viol	5,3	17,9	23,2
Vol criminel	25,5	34,2	59,7
Tous types de délits	21,4	23,6	45,0
dont vol, recel	29,8	24,5	54,3
destruction, dégradation	9,8	33,6	43,4
conduite en état alcoolique	25,4	11,3	36,7
violence volontaire	22,1	19,9	42,0
délit sexuel	7,4	13,0	20,4
outrage et rébellion	13,6	48,1	61,7
ILS*	23,9	28,1	52,0

1. Données provisoires.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques.

Taux de récidivistes et de réitérants parmi les condamnés pour délit depuis 2011



Note : les données de 2024 sont semi-définitives et celles de 2025 provisoires.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, exploitation statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques.

L'ACTIVITÉ PÉNITENTIAIRE

Le milieu fermé

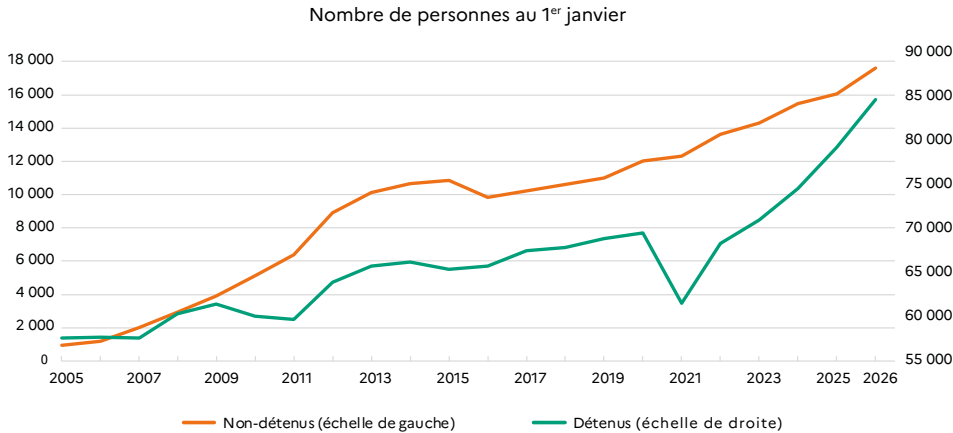
102 347 personnes prises en charge par un établissement pénitentiaire, dont...					
Établissements pénitentiaires accueillant des personnes écrouées au 1 ^{er} janvier 2026	Nombre d'établissements	Condamnés détenus ²	Condamnés non détenus	Prévenus (en détention provisoire)	Taux d'occupation carcérale (en %)
Ensemble	179	62 610	17 606	22 131	136,1
Maisons d'arrêt	73	11 835	6 858	6 186	157,7
Centres pénitentiaires	61	38 462	8 916	15 757	143,6
Établissements pour peine	38	12 167	1 821	27	96,2
Établissements pénitentiaires pour mineurs	6	114	11	144	79,9
Établissement public de santé national ¹	1	32	0	17	58,3

1. Relève du ministère de la Santé.

2. Y compris condamnés-prévenus détenus.

Source : ministère de la Justice, DAP*, EX3*, statistique des personnes écrouées en France.

Évolution de la population prise en charge en milieu fermé



Note 1 : sont comptabilisées parmi les détenus les personnes incarcérées, celles placées à l'extérieur avec hébergement ou en semi-liberté. Sont comptabilisées parmi les non-détenus les personnes placées sous surveillance électronique ou placées à l'extérieur sans hébergement. Sont comptabilisées parmi les prévenus les personnes placées en détention provisoire.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Génésis.

Le milieu fermé

Caractéristiques des personnes écrouées au 1^{er} janvier 2026

	Prévenus détenus	Condamnés détenus	dont condamnés - prévenus (détenus)	Condamnés non détenus	Ensemble
Total	22 131	62 610	3 926	17 606	102 347
Femmes	1 007	1 954	74	1 022	3 983
Hommes	21 124	60 656	3 852	16 584	98 364
Moins de 18 ans	444	335	35	91	870
18 à 19 ans	1 306	1 611	169	378	3 295
20 à 24 ans	4 115	10 679	1 047	2 958	17 752
25 à 29 ans	3 805	11 303	885	3 330	18 438
30 à 34 ans	3 329	9 767	619	2 900	15 996
35 à 39 ans	2 826	8 865	470	2 497	14 188
40 à 44 ans	2 230	7 085	344	1 976	11 291
45 à 49 ans	1 445	4 723	166	1 328	7 496
50 à 54 ans	1 009	3 196	97	918	5 123
55 à 59 ans	677	2 087	51	567	3 331
60 ans ou plus	945	2 959	43	663	4 567
Français	15 620	47 880	3 197	16 084	79 584
Étrangers	6 486	14 701	nc	nc	22 698
Apatrides et non renseigné	25	29	<5	nc	65

Note : sont comptées parmi les détenus les personnes placées en détention simple, celles placées à l'extérieur avec hébergement ou en semi-liberté. Sont comptées parmi les non-détenus les personnes placées sous surveillance électronique ou placées à l'extérieur sans hébergement.
 <5 : effectif non nul, inférieur à 5, non communiqué en raison du secret statistique.
 nc : effectif supérieur ou égal à 5, non communiqué en raison du secret statistique.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Genésis.

Personnes condamnées écrouées au 1^{er} janvier 2026 selon le quantum ferme prononcé

	Condamnés détenus ¹	Condamnés non détenus	Total
Ensemble	62 610	17 606	80 216
6 mois ou moins	3 027	3 575	6 602
De plus de 6 mois à 1 an	8 251	8 194	16 445
De plus de 1 an à 2 ans	14 995	3 063	18 058
De plus de 2 ans à 5 ans	17 282	1 775	19 057
De plus de 5 ans à 10 ans	7 515	537	8 052
De plus de 10 ans à 20 ans	7 863	341	8 204
De plus de 20 ans à 30 ans	2 221	58	2 279
Perpétuité	486	10	496
Non renseigné	970	53	1 023

1. Y compris condamnés-prévenus.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Genésis.

Nombre de libérations et durée de placement sous écrou en 2025

	Libérations
Total	99 107
dont libérations conditionnelles	9 121
dont libérations sous contrainte	867

Indicateurs de durée moyenne ¹ de placement sous écrou (en mois)	
Condamnés détenus	11,8
Condamnés non détenus	9,3
Prévenus (en détention provisoire)	5,3

1. Méthode de calcul : la différence entre la date de mise sous écrou et la date de libération des sortants en 2025, selon la situation pénale à la libération.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Genésis ; ministère de la Justice, DGAP*, SA, EX3*, statistique trimestrielle des personnes écrouées en France.

Le milieu ouvert¹

Les personnes condamnées exécutant leur peine en milieu ouvert sont soumises à diverses obligations, sous le contrôle du juge de l'application des peines, assisté de l'un des **101** services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).

Caractéristiques des personnes suivies par les SPIP en milieu ouvert

Personnes majeures suivies au 1 ^{er} janvier 2026	
Total	175 782
Femmes	14 048
Hommes	161 734
18-19 ans	4 083
20-24 ans	26 850
25-29 ans	26 482
30-39 ans	49 400
40-49 ans	39 406
50-59 ans	19 805
60 ans et plus	9 732
Non renseigné	24
Âge médian (en année)	36,0
Âge moyen (en année)	37,2
Français	160 030
Étrangers	14 260
Non renseigné	1 492

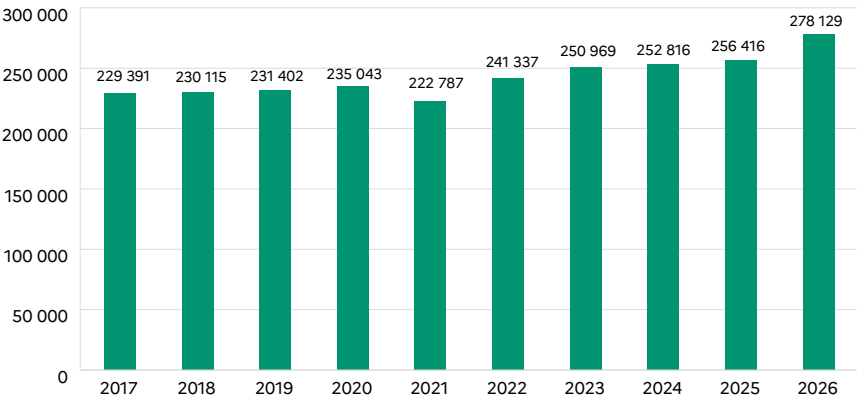
1. L'élaboration des statistiques de milieu ouvert est perturbée depuis début 2025 en raison du changement de logiciel utilisé pour le suivi des personnes placées sous main de justice (passage de l'applatif APPI à Prisme). Ainsi, en attendant la mise en place d'indicateurs issus de Prisme, les données mises à disposition dans cette édition sont transitoires et ne permettent pas, pour le moment, de distinguer les personnes suivies selon le type de mesure. Elles ne permettent pas non plus le calcul du nombre et de la durée médiane de suivi des mesures clôturées. Ces indicateurs sont de ce fait absents de cette édition.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Prisme.

Mesures de milieu ouvert		
		Mesures en cours au 1 ^{er} janvier 2026
Ensemble		203 496
Alternatives aux poursuites	Ensemble	1 698
	TNR*	1 681
	STC*	17
Mesures présentencielles	Ensemble	8 056
	ARSE* / ARSEM*	724
	CJ*	7 332
Mesures post-sentencielles	Ensemble	184 983
	Sursis probatoire	147 140
	LC*	3 795
	TIG*	18 322
	Autres mesures	15 726
Mesures de sûreté suite à une condamnation	Ensemble	8 759
	PSEM*	47
	SJ*	165
	SSJ*	8 547

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Prisme.

Personnes placées sous main de justice au 1^{er} janvier (milieux ouvert et fermé confondus)



Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Prisme (*milieu ouvert*) et fichier statistique Genésis (*milieu fermé*).

LA JUSTICE DES MINEURS

	en matière civile	en matière pénale
Nombre d'affaires nouvelles en 2025	87 467	157 605

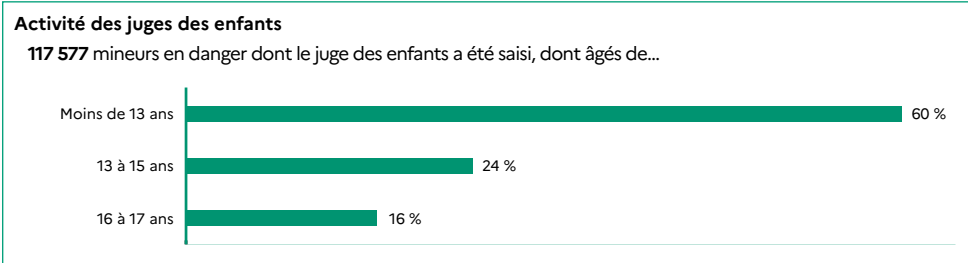
Note : Il s'agit de la saisine du juge des enfants en assistance éducative (en instance initiale) et du parquet en matière pénale.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, Tableau de bord des juridictions pour mineurs (civil), fichier statistique Cassiopée (pénal).

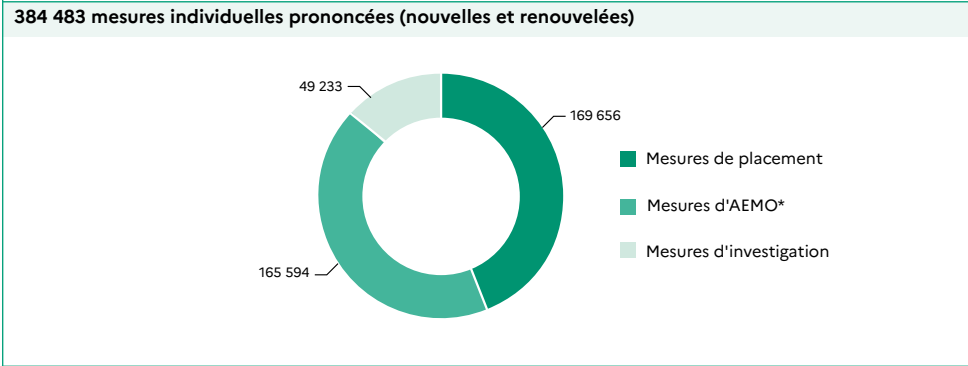
Mineurs en danger en 2025

Origine des signalements en 2025	
Total	117 577
Aide sociale à l'enfance	71 971
Police, gendarmerie	3 747
Éducation nationale	4 528
Milieu médical	2 694
Le mineur ou un proche	14 318
Origine autre ou inconnue	20 319

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Tableau de bord des juridictions pour mineurs.



264 659 mineurs suivis par le juge des enfants¹ au 31 décembre 2025

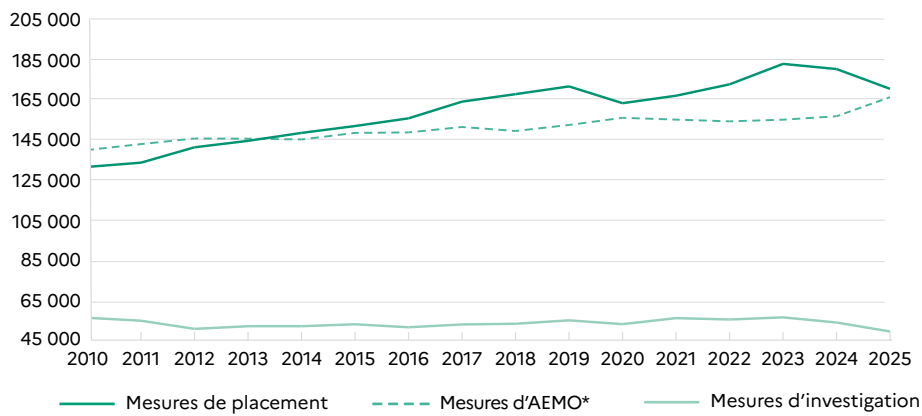


Mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial	
Nombre de familles faisant l'objet d'une MJAGBF* (nouvelle et renouvelée)	12 933
Nombre de mineurs appartenant à ces familles	30 583

1. Hors mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF).

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Tableau de bord des juridictions pour mineurs.

Nombre de mesures individuelles prononcées



Source : ministère de la Justice, SG, SSER, Tableau de bord des juridictions pour mineurs.

Durée moyenne de traitement des affaires en 2025 (en mois)

Prise en charge éducative au titre de l'enfance en danger ¹	6,9
Affaires en assistance éducative, entre la saisine du juge des enfants et la 1 ^{re} décision au fond	4,4

1. Durée moyenne des mesures civiles (art. 375 du Code civil) d'investigation, de placement et de milieu ouvert terminées en 2025.

Sources : ministère de la Justice, SG, SSER, Tableau de bord des juridictions pour mineurs ; ministère de la Justice, DPJJ*.

Mineurs mis en cause pour des infractions pénales en 2025

Origine des saisines des affaires avec au moins un mis en cause mineur

Police	80 557
Gendarmerie	54 361
Justice	1 323
Autre origine	21 364
Total	157 605

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

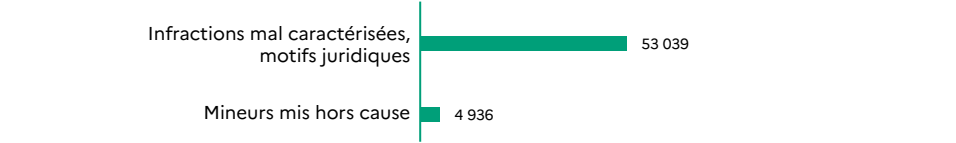
Activité des parquets concernant les mineurs en 2025

Ensemble des affaires traitées	132 138
avec un mis en cause mineur	98 904
avec plusieurs mis en cause dont au moins un mineur	33 234

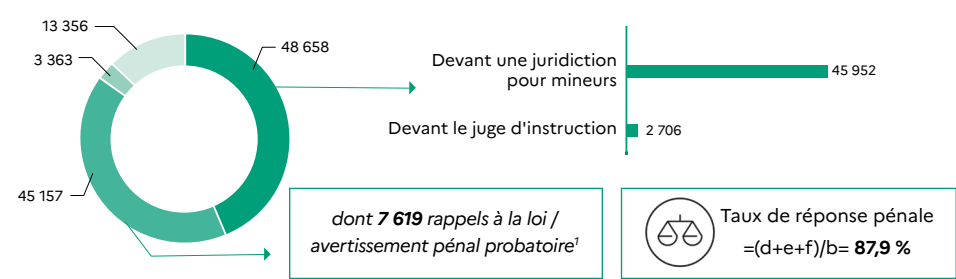
168 509 mineurs dans les affaires traitées (a+b)



57 975 mineurs dans les affaires non poursuivables (a)



110 534 mineurs dans les affaires poursuivables (b)



- Mineurs poursuivis (d)

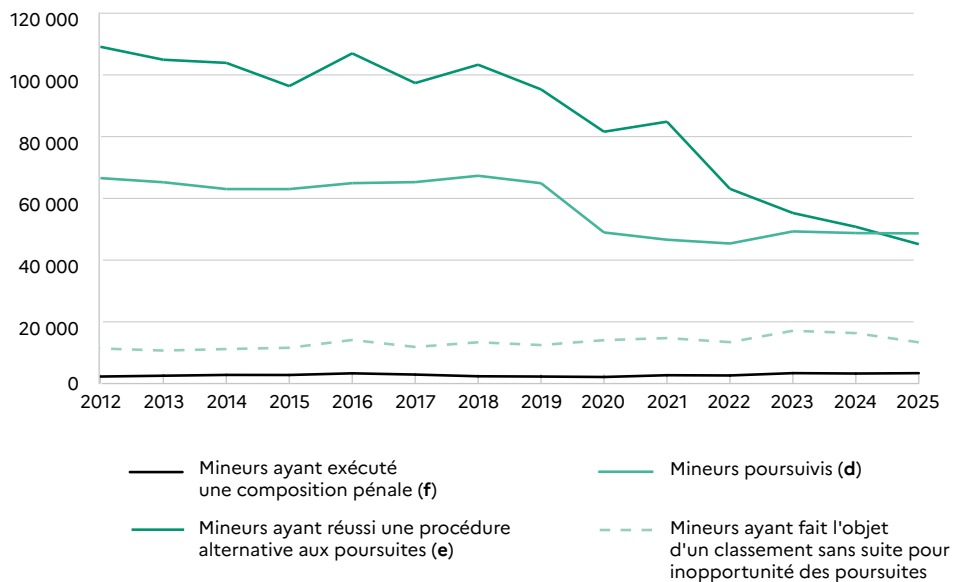
■ Mineurs ayant réussi une procédure alternative aux poursuites - hors composition pénale (e)
- Mineurs ayant exécuté une composition pénale (f)

■ Mineurs ayant fait l'objet d'un classement sans suite pour inopportunité des poursuites

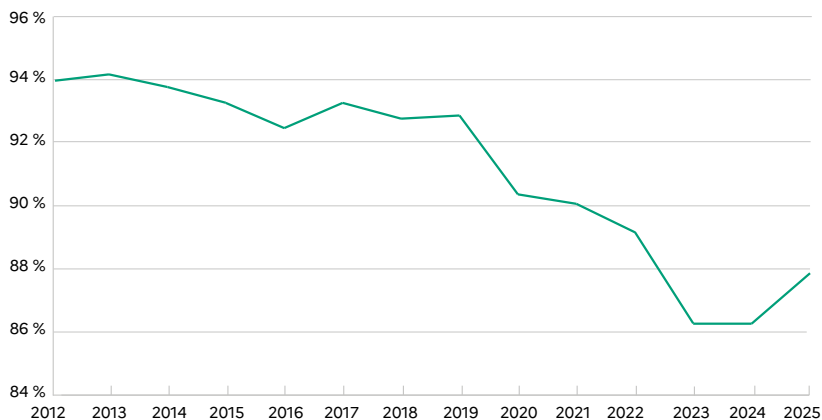
1. Depuis le 1^{er} janvier 2023, le rappel à la loi est supprimé et remplacé par l'avertissement pénal probatoire, qui ne peut intervenir que si l'auteur reconnaît sa culpabilité et que si le préjudice est réparé ou assorti d'une mesure alternative de réparation. L'infraction visée ne peut pas être un délit de violences contre les personnes, ni un délit commis à l'encontre d'une personne dépositaire de l'autorité publique ou d'une personne investie d'un mandat électif public. Cette décision est revue en cas de commission d'un nouveau délit dans un délai de deux ans. Ce délai est de un an en matière contraventionnelle.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Orientations des mineurs dans les affaires poursuivables



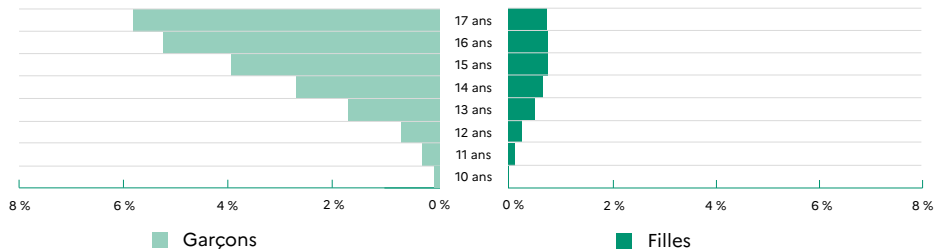
Évolution du taux de réponse pénale = (d+e+f)/b



Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Mineurs auteurs d'infractions pénales en 2025

Taux de mineurs poursuivables par sexe et par âge



Lecture : en 2025, pour 100 garçons âgés de 17 ans (âge au moment des faits), 6 ont été impliqués dans des affaires poursuivables.

Note : un mineur est compté autant de fois qu'il est revenu en justice en 2025.

Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée ; Insee, recensements et estimations de population.

Activité des juges des enfants et des tribunaux pour enfants

Mineurs mis en cause pour des infractions pénales dont les juridictions pour mineurs de 1 ^{re} instance ont été saisies	47 404
Mesures provisoires prononcées ¹	31 463
Mesure éducative judiciaire provisoire	22 089
Contrôle judiciaire	7 542
Détention provisoire	1 832
Mineurs jugés sur la culpabilité	45 027
En audience de cabinet	27 818
En audience de tribunal pour enfants	17 209
Mineurs relaxés totalement	4 270
Mineurs déclarés coupables	40 757
Mineurs condamnés ²	35 574
Peines et mesures prononcées en 1 ^{re} instance	48 004
Dispense de peine, de mesure ou déclaration de réussite éducative	4 757
Avertissement judiciaire	10 110
Mesure éducative judiciaire	10 268
Interdiction, confiscation, autres peines	6 455
Peine de stage	2 564
Peine de TIG*	2 479
Amende ferme ou avec sursis	816
Emprisonnement avec sursis simple total	3 851
Emprisonnement avec sursis probatoire total	2 489
Emprisonnement ferme ou en partie ferme	2 767
Peine ou mesure non identifiée	1 448

1. Mesures prononcées par les juges des enfants et les juges des libertés et de la détention, hors filière instruction.

2. Les mineurs déclarés coupables en audience d'examen de la culpabilité sont comptabilisés une fois leur sanction prononcée, à l'issue de leur mise à l'épreuve éducative.

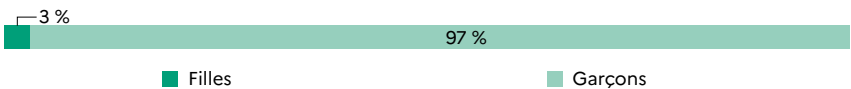
Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Les mineurs suivis en milieu fermé au 1^{er} janvier 2026

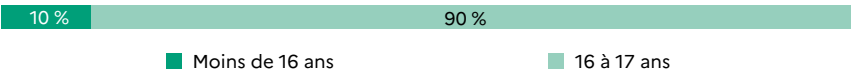
Total	870
Prévenus (détenus)	444
Condamnés détenus	335
<i>dont condamnés-prévenus (détenus)</i>	35
Condamnés non détenus	91
<i>Part de la détention provisoire (en %)</i>	51
Durée moyenne ¹ de placement sous écrou (<i>en mois</i>)	5,1

1. Durée moyenne à la date du 1^{er} janvier 2026 pour ceux qui sont sous écrou à cette date.

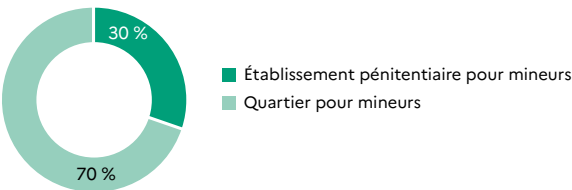
Sexe



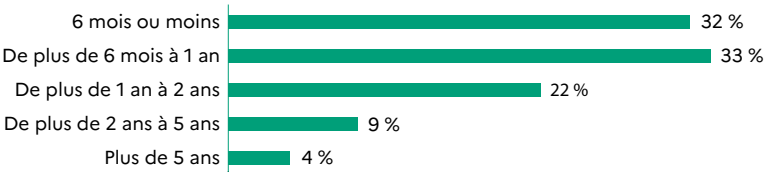
Âge



Mineurs détenus au 1^{er} janvier 2026 selon le type d'établissement



Durée de peine ferme prononcée (condamnés)



Source : ministère de la Justice, SG, SSER, fichier statistique Genésis.

Activité de la protection judiciaire de la jeunesse en 2025

	À la charge de l'État-DPJJ* et confiée au		Mesures d'accueil à l'ASE** ou d'action éducative en milieu ouvert
	secteur public	secteur associatif	
	Mesures suivies en 2025		Mesures en cours au 31/12/2024
Mesures suivies dans l'année			
Investigation	70 452	25 445	
Au titre de l'enfance délinquante	982	<5	
du CJPM ¹	60 779	<5	
de l'enfance en danger	8 691	25 440	
de la protection des jeunes majeurs	0	<5	
Placement	4 883	3 426	177 600
Au titre de l'enfance délinquante	13	15	
du CJPM ¹	4 855	3 385	
de l'enfance en danger	<5	nc	
de la protection des jeunes majeurs	nc	<5	
Milieu ouvert	128 721	10 024	126 100
Au titre de l'enfance délinquante ²	1 527	nc	
du CJPM ¹	125 984	8 617	
de l'enfance en danger	1 107	<5	
de la protection des jeunes majeurs	103	<5	
Aménagements de peine	123	0	
Au titre de l'enfance délinquante	<5	0	
du CJPM ¹	nc	0	
Accueil de jour	1 795	75	
Au titre de l'enfance délinquante	<5	<5	
du CJPM ¹	nc	nc	
Total	205 974	38 970	303 700
Au titre de l'enfance délinquante	2 527	nc	
du CJPM ¹	193 531	12 078	
de l'enfance en danger	9 799	25 465	
de la protection des jeunes majeurs	117	nc	
Jeunes suivis dans l'année, toutes mesures et tous fondements juridiques confondus			
Moins de 13 ans ⁴		29%	56%
De 13 à 15 ans ⁴		27%	22%
De 16 à 17 ans ⁴		39%	22%
18 ans ou plus ⁴		15%	0%
Garçons		74%	56%
Filles		26%	44%
Nombre de jeunes suivis		138 579	nc

1. Code de la justice pénale des mineurs.

2. Le secteur associatif assure essentiellement des réparations, le secteur public exécutant toutes les catégories de mesures éducatives de milieu ouvert pénal.

3. Au titre de l'assistance éducative, du Code de la justice pénale des mineurs, d'une délégation de l'autorité parentale, d'un retrait partiel de l'autorité parentale ou d'une tutelle déléguée à l'ASE*.

4. L'âge est calculé en début de prise en charge.

<5 : effectif non nul, inférieur à 5, non communiqué en raison du secret statistique.

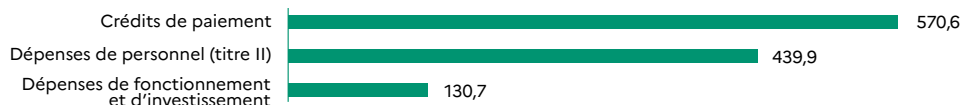
nc : effectif supérieur ou égal à 5, non communiqué en raison du secret statistique.

Sources : ministère de la Justice, DPJJ*; ministère de la Santé, DREES*, enquête Aide sociale.

LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Les moyens en 2025

En millions d'euros



Champ géographique : France entière.

Source : Conseil d'État.

Activité des juridictions administratives en 2025¹

Activité des 42 tribunaux administratifs

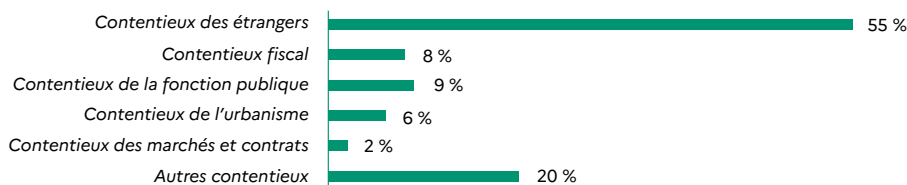
Affaires enregistrées	334 706
-----------------------	---------



Affaires jugées	283 136
Affaires en instance au 31 décembre	290 345
Délai théorique d'écoulement du stock ² (en mois)	12,3
Questions prioritaires de constitutionnalité enregistrées	351

Activité des 9 cours administratives d'appel

Affaires enregistrées	32 344
-----------------------	--------



Affaires jugées	30 605
Affaires en instance au 31 décembre	30 597
Délai théorique d'écoulement du stock ² (en mois)	12,0
Questions prioritaires de constitutionnalité enregistrées	123

1. Plusieurs requêtes fondées sur un même texte peuvent être regroupées en une seule affaire.

2. Égal au rapport entre le nombre d'affaires en cours au 31 décembre et le nombre moyen d'affaires terminées par mois.

Champ géographique : France entière.

Source : Conseil d'État.

Activité des juridictions administratives en 2025¹

Activité du Conseil d'État

Affaires enregistrées (selon le mode de saisine)	10 809
Cassation	64 %
Premier ressort	16 %
Autres saisines dont appel	20 %
Affaires réglées	10 693
Affaires en instance au 31 décembre	5 075
Délai théorique d'écoulement du stock ² (en mois)	5,7
Questions prioritaires de constitutionnalité enregistrées	209

Activité de la Cour nationale du droit d'asile

Affaires enregistrées	60 065
Affaires jugées	53 086
Affaires en instance au 31 décembre	29 810
Délai théorique d'écoulement du stock ² (en mois)	6,7

Activité du tribunal du stationnement payant

Affaires enregistrées ³	227 000
Affaires réglées	138 478
Affaires en instance au 31 décembre	368 488
Délai théorique d'écoulement du stock ² (en mois)	31,9

1. Plusieurs requêtes fondées sur un même texte peuvent être regroupées en une seule affaire.
2. Égal au rapport entre le nombre d'affaires en cours au 31 décembre et le nombre moyen d'affaires terminées par mois.
3. Données provisoires communiquées par le greffe du tribunal du stationnement payant en raison des délais d'enregistrement des plis reçus.

Champ géographique : France entière.
Source : Conseil d'État.

Liste des sigles et abréviations

AEMO	Action éducative en milieu ouvert	MJAGBF	Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial
AJ	Aide juridictionnelle	MJD	Maison de justice et du droit
ARSE	Assignation à résidence avec surveillance électronique	OPJ	Officier de police judiciaire
ARSEM	Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile	PAP	Projet annuel de performance
ASE	Aide sociale à l'enfance	PEJC	Pôle d'évaluation de la justice civile
BAJ	Bureau d'aide juridictionnelle	PJJ	Protection judiciaire de la jeunesse
CARPA	Caisse des règlements pécuniaires des avocats	Prisme	Probation, insertion, suivi des mesures et évaluation
CCD	Cour criminelle départementale	PSEM	Placement sous surveillance électronique mobile
CCTJ	Chambre commerciale des tribunaux judiciaires	PV	Procès-verbal
CDAD	Conseil départemental d'accès au droit	RAP	Rapport annuel de performance
CEF	Centre éducatif fermé	RLJ	Redressement de liquidation judiciaire
CJ	Contrôle judiciaire	SADJAV	Service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes
CNDA	Cour nationale du droit d'asile	SJ	Surveillance judiciaire
CJPM	Code de la justice pénale des mineurs	SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation
CRPC	Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité	SSJ	Suivi socio-judiciaire
CSS	Classement sans suite	STC	Stage (alternative)
DACG	Direction des affaires criminelles et des grâces	TC	Tribunal de commerce
DACS	Direction des affaires civiles et du Sceau	TE	Tribunal pour enfants
DDSE	Détention à domicile sous surveillance électronique	TGI	Tribunal de grande instance
DGAP	Direction générale de l'administration pénitentiaire	TI	Tribunal d'instance
DPJJ	Direction de la protection judiciaire de la jeunesse	TIG	Travail d'intérêt général
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques	TJ	Tribunal judiciaire
DSJ	Direction des services judiciaires	TMC	Tribunal mixte de commerce
ENG	École nationale des greffes	TMFPO	Tentative de médiation familiale préalable obligatoire
ENPJJ	École nationale de protection judiciaire de la jeunesse	TNR	Travail non rémunéré
EX3	Bureau de la donnée, de la recherche et de l'évaluation de la DGAP	TSP	Tribunal du stationnement payant
ILS	Infraction à la législation sur les stupéfiants	UEAJ	Unité éducative d'activités de jour
JE	Juge des enfants	UEHC	Unité éducative d'hébergement collectif
JEX	Juge de l'exécution	UEHD	Unité éducative d'hébergement diversifié
JLD	Juge des libertés et de la détention	UEMO	Unité éducative en milieu ouvert
LOLF	Loi organique relative aux lois finances	UJPE	Unité judiciaire à priorité éducative
		UNCA	Union nationale des CARPA
		nc	non communiqué en raison du secret statistique
		nd	non disponible
		so	sans objet

Plus d'informations sur le site du ministère de la Justice <https://www.justice.gouv.fr>

Toutes les publications du SSM justice <https://www.justice.gouv.fr/documentation/etudes-statistiques>

“CHIFFRES-CLÉS DE LA JUSTICE”

Brochure annuelle qui rassemble les principaux chiffres sur les moyens et l'activité de la justice
Sur le site du ministère de la Justice, rubrique [Documentation/Etudes et statistique/Chiffres clés](#)

“RÉFÉRENCES STATISTIQUES JUSTICE”

Ouvrage de référence et de synthèse sur l'activité judiciaire annuelle en une soixantaine de fiches
Sur le site du ministère de la Justice, rubrique [Documentation/Etudes et statistiques/Références Statistiques Justice](#)

“INFOSTAT JUSTICE”

Des analyses approfondies régulières sur des thématiques d'actualité

Les derniers numéros parus :

- 210. La traite et l'exploitation des êtres humains : bilan statistique sur 10 ans (2016-2025)
- 209. Le non-recours au juge en matière civile : profils, perceptions et motivations
- 208. Jeunes suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse : un pic d'affaires pénales à 17 ans
- 207. Évolution des peines entre 2017 et 2024 : allongement de trois mois du quantum moyen de peine d'emprisonnement ferme délictuel
- 206. Violences conjugales entre 2018 et 2023 : de la victime enregistrée par les services de sécurité intérieure à la décision de justice
- 205. Viol et agression sexuelle sur mineur, quatre personnes mises en cause sur dix sont mineures au moment des faits
- 204. La justice en France en 2024. Perceptions, connaissances et expériences judiciaires

Disponible sur le site du ministère de la justice : [Documentation/Etudes et statistiques/Infostat Justice](#)

“INFOS RAPIDES JUSTICE”

Une mise à disposition rapide d'indicateurs centraux dans le domaine de la justice

Les derniers numéros parus :

- 45. Au 1^{er} octobre 2026, +7 % de personnes détenues sur un an
- 44. Les maisons de justice et du droit, 1,4 million de personnes accueillies en 2025
- 43. 27 % de condamnations pour usurpation d'identité en plus sur 10 ans
- 42. Au 1^{er} juillet 2026, +5,2 % de personnes détenues sur un an
- 41. La part des peines aménagées ou converties stable en 2025
- 40. Une décennie de traitement judiciaire des délits de maltraitance animale
- 39. Dix ans de réponse pénale par la justice, une approche territoriale
- 38. Au 1^{er} avril 2026, +6,3 % de personnes détenues sur un an
- 37. Sortants de prison en 2021 : stabilité de la récidive un an après la libération
- 36. Une légère hausse des aménagements de peine en sortie de prison en 2025
- 35. Au 1^{er} janvier 2026, +6,8 % de personnes détenues sur un an
- 34. Réparation des détentions : 650 demandes en 2024
- 33. 560 000 condamnations prononcées en 2024
- 32. Le harcèlement scolaire, de l'école à la justice

Disponible sur le site du ministère de la justice : [Documentation/Etudes et statistiques/ Infos Rapides Justice](#)

203
314
424
535
646
757
868
979
080
191
202
313
424
535
646
757
868
979
080
191
202
313

Réalisation Nyl Communication - 10/26

